

SES : REGARDS CROISÉS

QUELLE ACTION PUBLIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Bonjour à tous,

Aujourd'hui, je vais vous présenter un chapitre important du programme de Terminale SES : « Quelle action publique pour l'environnement ? ».

Ce chapitre cherche à montrer comment les questions environnementales deviennent des enjeux politiques et comment les pouvoirs publics essaient d'y répondre.

Pour commencer, il faut comprendre que l'environnement n'a pas toujours été considéré comme une priorité politique. Une question environnementale devient un problème public lorsqu'elle est reconnue comme suffisamment importante pour nécessiter une intervention de l'État.

Cette mise à l'agenda politique ne se fait pas toute seule. Elle repose sur l'action de nombreux acteurs qu'on appelle parfois des « entrepreneurs de causes ». On retrouve par exemple les ONG, les scientifiques, les mouvements citoyens ou encore certains partis politiques.

Le sociologue Erik Neveu explique que cette mobilisation passe par trois étapes.

D'abord, le « naming », c'est-à-dire le fait de nommer et rendre visible un problème. Par exemple, les scientifiques alertent sur le réchauffement climatique.

Ensuite, le « blaming », qui consiste à désigner des responsables, comme les industries très polluantes ou certains modes de consommation.

Enfin, le « claiming », qui correspond aux revendications adressées aux pouvoirs publics pour obtenir des solutions concrètes.

Les relations entre les différents acteurs peuvent être à la fois coopératives et conflictuelles. Parfois, les scientifiques, les associations et l'État travaillent ensemble pour développer des politiques écologiques. Mais il existe aussi des conflits importants entre les défenseurs de l'environnement et les acteurs économiques.

On peut prendre l'exemple de « L'Affaire du Siècle ». En 2018, plusieurs ONG ont attaqué l'État français en justice pour son inaction climatique. Soutenues par une pétition signée par des millions de citoyens, elles ont obtenu en 2021 la reconnaissance de la responsabilité de l'État. Cet exemple montre que la société civile peut faire pression sur les pouvoirs publics.

Ensuite, l'action publique pour l'environnement se déroule à différentes échelles.

Au niveau international, des accords mondiaux sont mis en place, comme le Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement climatique.

Mais les actions existent aussi à l'échelle locale ou nationale, par exemple avec des politiques de réduction des déchets ou de développement des transports propres.

Pour lutter contre les pollutions et le changement climatique, les pouvoirs publics disposent principalement de trois grands instruments.

Le premier est la réglementation. L'État impose des normes ou des interdictions, comme l'interdiction des sacs plastiques ou les limites d'émission de CO₂ pour les voitures. Cette solution peut être très efficace mais elle coûte cher à contrôler et n'encourage pas forcément à faire mieux que la norme imposée.

Le deuxième instrument est la taxation écologique et les subventions. Par exemple, une taxe carbone fait payer les activités polluantes selon le principe du « pollueur-payeur ». À l'inverse, les subventions encouragent les comportements plus écologiques, comme les aides pour acheter une voiture électrique.

Cependant, ces mesures peuvent provoquer des tensions sociales. On l'a vu avec le mouvement des Gilets Jaunes, où beaucoup de ménages estimaient que la taxe carbone pénalisait surtout les plus modestes.

Le troisième instrument est le marché de quotas d'émission, utilisé notamment par l'Union européenne. L'État fixe un plafond global d'émissions puis distribue des permis à polluer échangeables entre entreprises. Ce système peut être efficace, mais seulement si le nombre de quotas reste limité.

Enfin, ce chapitre montre que l'action publique environnementale rencontre plusieurs difficultés. Les politiques peuvent être inefficaces, trop coûteuses ou mal coordonnées entre les pays. De plus, certains États peuvent adopter une stratégie de « passager clandestin », c'est-à-dire profiter des efforts des autres sans faire eux-mêmes suffisamment d'efforts.

Pour conclure, l'action publique pour l'environnement mobilise de nombreux acteurs et différents outils pour lutter contre les pollutions et le réchauffement climatique. Mais elle doit concilier efficacité écologique, justice sociale et coopération internationale, ce qui rend ces politiques particulièrement complexes.

Merci de votre attention.